

Exploitation forestière illégale

Dans son système, FSC rejette catégoriquement l'exploitation illégale des forêts et le commerce de bois illégal. Parmi les principes et les critères de FSC, l'obligation de la part des entreprises de respecter l'ensemble des lois et des réglementations applicables et des traités, conventions et accords internationaux en vigueur ratifiés au niveau national, figure en tête de liste. Par conséquent, les détenteurs de certificats FSC doivent exercer leurs activités dans le respect des lois.

En complément des règles déjà strictes de FSC sur le bois illégal, FSC a défini une Politique d'association qui interdit formellement à toute organisation associée à FSC de prendre part à des activités inacceptables, notamment l'exploitation illégale des forêts et le commerce de bois ou des produits forestiers illégaux.

La Politique FSC d'association précise expressément que FSC s'associera uniquement avec des organisations non impliquées, que ce soit directement ou indirectement, dans les activités inacceptables suivantes :

- a) Exploitation illégale des forêts ou commerce de bois ou de produits forestiers illégaux
- b) Violation des droits de l'homme et des traditions dans le cadre d'activités forestières
- c) Destruction de hautes valeurs de conservation dans le cadre d'activités forestières
- d) Conversion considérable de forêts en plantations ou pour un usage non forestier
- e) Introduction d'organismes génétiquement modifiés dans le cadre d'activités forestières
- f) Violation de l'une des Conventions fondamentales de l'OIT (selon la définition de la Déclaration de l'OIT sur les Principes fondamentaux et les Droits au travail)

L'évaluation du respect de cette politique est une préoccupation majeure pour FSC, et le signalement des transgresseurs présumés de la Politique d'association de FSC a pour effet de déclencher des enquêtes approfondies. FSC encourage tous les partenaires, qu'il s'agisse d'organisations ou de personnes, à déposer une plainte officielle contre l'organisation ou la personne suspectée être impliquée dans des activités inacceptables, notamment le commerce de bois illégal et l'exploitation illégale des forêts, via son formulaire en ligne prévu à cet effet et accessible à l'adresse suivante : <https://ic.fsc.org/en/submit-a-dispute>



Depuis 2013, FSC a engagé une démarche visant à garantir que son système de gestion des forêts, sa chaîne de contrôle et ses normes *Bois contrôlé* respectent les exigences des législations supra nationales telles que la Règlementation sur le Bois de l'Union Européenne (RBUE). La certification FSC peut ainsi apporter la preuve de la conformité au RBUE et aux règlements similaires par un processus simple. Au sein de l'Union Européenne en particulier, le travail de FSC a permis aux représentants du gouvernement de mieux comprendre la valeur et la fiabilité de la certification FSC.

Par conséquent, en achetant des produits qui arborent notre logo - une coche et un arbre, les consommateurs ont l'assurance d'acheter des produits forestiers acquis de manière légale auprès de concessions qui pratiquent une exploitation responsable, prennent en compte les avantages sociaux pour les communautés locales et adhèrent aux mesures de protection environnementales.

Déclaration FSC à l'égard des allégations sur Bozovich

FSC n'a aucune raison de penser que les matériaux présumés illégaux négociés par Maderera Bozovich comme l'affirme le film d'ARTE ont été commercialisés par le détenteur du certificat comme des produits certifiés FSC ou affichant un label FSC.

En adéquation avec le travail des organismes certificateurs et de l'entité d'accréditation superviseur, Accreditation Services International, notre système est conçu pour empêcher tout matériau acquis illégalement d'être labellisé comme produit FSC.

Toutefois, FSC prend cette information très au sérieux. Nous avons, à titre préventif, signalé l'information figurant dans le rapport comme incident auprès de l'Accreditation Services International. Cette dernière contactera l'organisme certificateur chargé de la certification de Maderera Bozovich, pour lui demander d'enquêter de manière plus approfondie et de prendre toutes les mesures qui permettront de s'assurer que l'entreprise a fait preuve de la diligence raisonnable nécessaire afin d'éviter d'être impliquée dans des activités illégales.

S'il est avéré que Maderera Bozovich n'a pas respecté les normes de notre organisation, nous agirons en conséquence en appliquant des mesures spécifiques susceptibles d'avoir des répercussions sur les certificats du détenteur.

###